



HAL
open science

Cameroun, l'Afrique en miniature. Un regard économique

Olivier Boissin

► **To cite this version:**

| Olivier Boissin. Cameroun, l'Afrique en miniature. Un regard économique. 2023. <hal-04697582>

HAL Id: hal-04697582

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04697582v1>

Preprint submitted on 13 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Cameroun, l'Afrique en miniature

Un regard économique

Boissin, O., « série Off », 2023.



Mont Cameroun

04 juin 2023

Préambule

1-Objectif

Ce court écrit est un carnet de voyage visant une introduction à la connaissance du pays sur le plan de ses activités économiques. Il est issu d'un manuel pédagogique nommé « *Développement économique : de quoi parle-t-on ?* » traitant de la question du développement des nations, notamment africaines¹. Objectif : savoir caractériser ce qu'est un développement économique, social et écologique.

2-Règle de diffusion

Ce texte est libre de diffusion mais souffre en l'état de maladresses et reste aussi un draft. Concernant les propos émis, ils n'engagent pas l'institution d'appartenance Grenoble-INP /UGA ni le laboratoire de recherche CREG mais que son auteur. Quant aux photographies mentionnées, il s'agit ici de photos personnelles ou sinon libres de droit et sous licence *Creative Commons* NC de réutilisation autorisée.

Cet écrit est protégé sur le plan de la propriété intellectuelle, interdit d'utilisation à tout but commercial et non modifiable en écriture.

3- déclarations d'intérêts

Je ne travaille et ne conseille pas à titre lucratif, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet écrit, et ne déclare aucune autre affiliation que mon poste universitaire.

4-D'une empreinte carbone dans sa version numérique déjà élevée, si possible ne pas l'imprimer.

5-Deux vitesses de lecture :

En fonction de vos contraintes de temps, deux vitesses de lecture sont possibles :

Lecture en « V » : lecture des tableaux statistiques et des photos puis interrogations libres par ces jeux de photos ;
Police en taille 11 : pistes de réflexions et éléments explicatifs sur les photos et statistiques.

La dernière version actualisée du présent ouvrage au niveau notamment des données statistiques ainsi que l'accès à d'autres manuels pédagogiques sont présents sous le site Wix : <https://boissin.wixsite.com/ressources-en-lignes> ou encore sur le site Hal de l'université Grenoble-Alpes pour une diffusion de la connaissance en science ouverte.

* * *

¹ Il s'agit ici de l'annexe 7 du manuel : « *Cameroun : l'Afrique en miniature* ».

Introduction

Pour un voyage en Afrique le Cameroun offre à lui seul un regard sur l'ensemble des autres nations du continent. Tel est le message souvent mentionné par ses habitants. La raison en est simple : ses diversités tant climatiques que géographiques, géologiques qu'ethnologiques (quelques 250 ethnies ?), religieuses que linguistiques ... sont réunies, le tout en un seul pays. Peu de nations peuvent se prévaloir de cela. Face à cette hétérogénéité, la nation est aussi souvent qualifiée de l'« Afrique en miniature ».

Alors voyage dans cette mosaïque avec un regard porté par un étranger sous son angle économique.

1-Cameroun : un regard économique

Sur le plan de ses activités, le pays peut s'analyser selon la typologie classique décomposée en trois secteurs : agriculture, industrie et service.

1-Secteur primaire

Le pays est particulièrement riche sur le plan agricole (thé, café, banane, cacao, coton, ...), en bois et en divers minerais, terres et métaux rares : diamant, fer, bauxite, cuivre, cobalt, nickel, coltan, ...

La nation dispose également de fortes réserves pétrolifères. Elle est ainsi un véritable eldorado écologique.

Côté économique, cela signifie une autosuffisance alimentaire atteinte haut la main malgré des situations de grande pauvreté constatées auprès de la majorité de la population.

Etre solidement positionné sur le secteur primaire, économiquement cela signifie toutefois une dépendance de la croissance du pays à l'évolution des cours des matières-premières. C'est là un léger revers de la médaille à prendre en compte lors d'une situation de retournement de conjoncture. La croissance peut s'avérer en dent de scie et non pas continue. Par ailleurs, la nation peut être frappée de la « malédiction des pays rentiers »². Et elle n'échappe pas à la règle ...

Cameroun : « une nature bénie des dieux »

² Derrière une situation d'eldorado écologique à l'instar de nation comme la RDC, Madagascar, la Russie, ... se trouve la malédiction propre aux pays particulièrement riches en dotation factorielles : de faibles incitations à l'innovation, des coûts d'opportunités peu favorables à des prises de risques technologiques, des convoitises et stratégies issues de pays étrangers pour l'appropriation de ressources naturelles, des exploitations peu raisonnées sinon sauvages des ressources naturelles, ... A l'inverse de cela, les pays pauvres en dotation factorielle témoignent souvent de fortes dynamiques d'innovation. Le Japon, Taiwan, Singapour, la Corée du Sud, ... peuvent illustrer cela.



Région d'Ebolowa

En matière d'emploi, environ 40 % de la population active travaille dans ce secteur primaire avec notamment d'importantes activités liées au coton organisées dans l'entreprise public Sodecoton.

Ces chiffres relatifs à l'emploi sont toutefois à prendre avec précautions du fait d'un volume significatifs d'activités échappant à toute comptabilité. Il en est de même dans de nombreux pays africains et plus largement émergents.

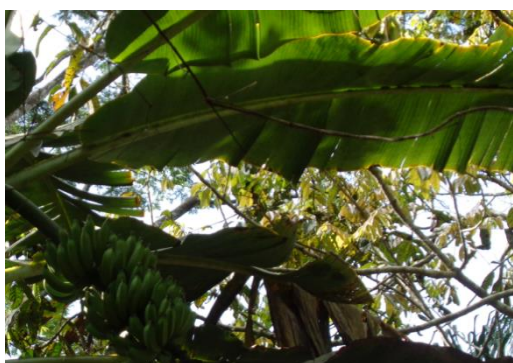


Comme dans bien d'autres pays africains de longue date le coton représente une activité centrale du pays.
Ici des balles de coton à Maroua (nord du Cameroun).

L'industrie agro-industrielle se trouve en partie regroupée dans le géant « Cameroon Development Corporation » qui représente probablement le premier employeur de la nation. Son périmètre est multiple : banane, caoutchouc, palmerai, mangues, ananas, ... la diversité géographique et climatique du pays étant en effet propice à une exceptionnelle richesse de cultures agricoles.



Au regard de la grande diversité géographique et climatique du pays, du Nord au Sud comme de l'Est à l'Ouest les exploitations agricoles et forestières sont multiples et de grandes fertilités.



Banane, cacao, mangue, ananas, citron, orange, ... partout la nature foisonne de fruits et légumes.



2-Secteur secondaire

Il regroupe environ 15% à 20% de la population active. Il reste principalement concentré sur les infrastructures de réseau (électricité, eau, transport) avec des acteurs souvent placés en partenariat public-privé associant des holdings d'investisseurs et la SNI (Société Nationale d'Investissement du Cameroun).

Pensons par exemple à Camtel en matière des télécommunications, à la Société Nationale de Transport de l'Électricité (Sonatrel), aux installations portuaires et ferroviaires (Camrail, mais aussi, après les déboires du groupe Bolloré en 2021, passé sous le contrôle de l'investisseur italo-suisse MSC sur le ferroviaire), etc.



Les secteurs pétrolier et gazier représentent également un axe majeur d'activités avec des gisements notamment localisés dans la région de Douala – Kribi. La SNH (Société Nationale des Hydrocarbures) est un acteur central en matière de recettes publiques comme d'exportations³.



³ Concernant le pétrole, la société produit environ une dizaine de millions de barils par an. Sur le plan de la production, une réorientation stratégique s'effectue de nos jours vers le GNL. C'est là une bonne nouvelle, ce dernier segment étant moins émetteur que le pétrole.

Sur le plan énergétique, d'importants chantiers restent à déployer notamment autour des énergies renouvelables. L'habitant camerounais moyen n'émet que très faiblement du CO²/an : seulement 400 kg/an alors que la moyenne mondiale de l'habitant monde est évaluée à 5 tonnes d'émission. La question de l'importance des EnR vient davantage du fait que les manques d'énergies sont notoires sur le territoire, et notamment dans les provinces reculées.

Les EnR représentent alors une solution possible, décentralisée et souvent moins coûteuse afin de générer les kWh nécessaires. Ces projets sont depuis les années 2010 en forte augmentation. L'objectif fixé par l'Etat dans le cadre de sa politique 2025 est d'avoir 25% issues des EnR⁴ au niveau de son mix électrique.

Plus généralement, comme dans la majorité des pays, le mix énergétique de la nation reste principalement constitué des trois énergies fossiles : gaz, pétrole et charbon.



Centrale gaz de Kribi

Loin des EnR, le recours aux trois énergies fossiles est un choix qui s'avère non soutenable sur le plan environnemental. Les habitations, quant à elles, tournent souvent en milieu rural par une simple combustion de charbons de bois.

Consommation intérieure d'énergie primaire (Cameroun)

Source	1990	%	2000	%	2010	%	2015	2019	% 2019	var. 2019/1990
Pétrole	39	18,7	43	16,2	80	27,3	90	75	18,3 %	+92 %
Gaz naturel	0		0		11	3,7	17	24	5,9 %	ns
Total fossiles	39	18,7	43	16,2	91	31,0	107	99	24,3 %	+154 %
Hydraulique	9,6	4,6	12,4	4,7	15,3	5,2	15,7	18,8	4,6 %	+97 %
Biomasse	160	76,7	210	79,1	187	63,8	262	290	71,1 %	+81 %
Solaire	0		0		0,004	ε	0,04	0,07	0,02 %	ns
Total EnR	170	81,3	223	83,8	203	69,0	277	309	75,7 %	+82 %
Total	209	100	266	100	294	100	384	409	100 %	+96 %

Source : Agence Internationale de l'Energie (2021)

⁴ Plan directeur de l'Etat, en lien avec son Agence Internationale pour l'Energie Renouvelable (IRENA).

***Partout dans le monde où demeure une production de pétrole
demeure généralement l'opacité et quelques odeurs de soufre...***



Concernant l'exploitation des ressources pétrolifères et gazières, le début des explorations au Cameroun datent de 1947. Puis les gisements vont être réellement exploités à partir de la décennie 1970. Le pétrole sous contrôle de la puissante Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) restent un périmètre d'activités complexes et flous quant aux stratégies développées par l'Etat central. Comme bien souvent dans ce secteur où plane en maître quelques zones d'ombres, il y a un Etat dans l'Etat et mieux vaut généralement ne pas trop aborder directement la question avec ses homologues.

Le secteur génère sur le plan économique d'importants revenus pour le pays, la nation étant catégorisée comme pays producteur depuis les années 1970.

Quant à son plan politique, la stabilité du pays n'est sans doute pas étrangère aux intérêts stratégiques issus du secteur. En effet, de par des intérêts bien compris et partagés entre le Tchad et le Cameroun, jusqu'à présent les deux nations ont étroitement surveillés leur territoire et sont parvenues conjointement à contenir les menaces terroristes notamment de Boko Haram dans l'extrême nord du pays.

Le Tchad -une nation enclavée contrairement au Cameroun- a en effet besoin du Cameroun pour assurer son accès au golfe de Guinée. Des accords ont à cet effet été développés entre la « Cameroun Oil Corporation » et la « Tchad Oil Corporation ». Cela se trouve renforcé par une présence des deux armées afin d'assurer le contrôle des territoires stratégiques. Au final, sur le plan de la menace terroriste le Cameroun ne peut se confondre avec le Mali ou le Burkina Faso, ou encore avec le Nigeria ; il est davantage une nation témoignant d'une certaine stabilité politique sur la longue période, à l'instar du Bénin ou du Ghana par exemple. Là est un acquis de la présidence Biya. Ou, pourrions-nous dire, de l'éternelle présidence Paul Biya qui vise en 2023, et cela depuis 1984, sont septième mandat. Le mandat de trop ? Les mauvaises langues disent parfois « Un président connaissant mieux les villégiatures en Suisse que la dureté du quotidien dans les provinces reculées du pays »

Avec près de 15 millions de barils de pétrole brut, le pipeline entre le Tchad et le Cameroun s'avère très rémunérateur pour Yaoundé. En la question, les éléments évoluent toutefois de nos jours dans un régime de fortes tensions entre Yaoundé et Ndjamenà du fait d'un rachat de l'ex-Esso tchadien par le groupe britannique Savannah Energy, le tout doublé d'une présence renforcée sur un mode jugé inamicale par le gouvernement tchadien au sein de la Tchad Oil Corporation.

Au final la SNH en 2023 n'est pas en odeur de sainteté auprès des autorités tchadiennes. Mais ces sociétés l'ont-elles été un jour ?

Le pays n'est pas en tête de classement des nations à faible IPC* mais au contraire dans le rang des mauvais élèves. Selon l'ONG Transparency, il figure à la 153^e place sur les 180 pays notés. Et la SNH n'y est pas étrangère. Comme l'énonçait en son temps l'administration Obama « *Le pétrole a permis d'entretenir la corruption et le clientélisme qui ont permis au système Biya de se maintenir au pouvoir* ».

*Indice de Perception de la Corruption



Station Total au Cameroun

Comme pour la plupart des pays du continent, le prix du carburant est très élevé comparativement aux autres fondamentaux de la vie courante (inflation, rémunération mensuelle moyenne, salaire minimum, prix moyen d'un repas, etc.). Par exemple, au Cameroun un litre d'essence gravite en 2023 à 750 francs CFA (environ 1,1 euros) alors que le salaire minimum mensuel est de 60.000 CFA (environ 90 euros). Dans ce contexte, il devient peu envisageable de pouvoir circuler avec un deux-roues motorisé, et encore moins avec une voiture sans concevoir de lourds sacrifices sur son revenu. En comparaison, en France le rapport prix de l'essence/Smic est d'environ 800, au Cameroun de 80 ...

Face aux besoins énergétiques, des programmes d'installation de panneaux photovoltaïques sont mis en place à travers de multiples programmes et fondations⁵. Cela n'est qu'un début face à l'ampleur des besoins à couvrir, le tout avec de fortes discriminations en matière d'accès aux réseaux entre les grandes villes du pays et les provinces plus reculées.

Il est en effet estimé qu'environ 40% de la population rurale du pays n'a pas accès à l'électricité. Maroua ou les villages des provinces notamment du nord, du sud ou encore de l'ouest ne peuvent se confondre avec la situation prévalant dans la capitale politique (Yaoundé) ou encore dans la capitale économique (Douala).

Par ailleurs et non sans lien s'ajoute à cela les fortes tensions vécues entre les zones anglophones et les zones francophones du pays. En bien des points, la population de la nation se trouve ainsi de nos jours divisée.



Cameroun : une unité nationale fragilisée par de fortes hétérogénéités tant culturelles qu'éthniques et économiques.

Le débat est ancien mais de longue date le pouvoir en place n'a pas permis d'atténuer ces tensions.

A l'instar du Sénégal, la voie ne serait-elle pas dans un nouveau politique ?

⁵ A l'image des installations solaires promues dans le cadre du programme d'IEEE Smart Village, EKO energy et Catalyst initiative.

Afin de pallier aux besoins, des coopérations avec des acteurs étrangers sont souvent retenues. Le géant des Télécom chinois Huawei a par exemple développé avec le gouvernement camerounais un site d'assemblage de panneaux solaires. Ou encore l'investisseur suisse Cameroun Energy, en partenariat là aussi avec le gouvernement du pays, s'est positionné sur ce segment des EnR sur la base de PV.



La gestion d'une infrastructure en pays émergents n'est que rarement une question simple.

Par exemple, un parc de PV n'a pas de longue durée d'amortissement comme nous le pensons souvent en Europe (15-20 ans, sinon plus ?) mais bien inférieure du fait notamment d'une exploitation et maintenance des réseaux très erratiques, avec des composants électroniques qui sont soumis à rudes épreuves (convertisseurs, connecteurs et onduleurs, etc.). Le tout sans omettre de possibles problèmes liés à la protection des biens installés. Au Mali, à Madagascar, au Burkina Faso, au Sénégal, ... si le parc parvient à un fonctionnement de cinq années, c'est déjà là un réel acquis.

Face aux désertifications électriques, la mise en place de micro-réseaux communautaires représente une solution à la fois simple et écologique, pertinente et économique. Au Cameroun -et plus généralement en Afrique- ils reposent souvent sur l'installation de panneaux solaires mais peuvent aussi provenir de l'éolien, de microcentrales hydroélectriques, de la biomasse ou encore (de manière certes moins heureuse sur son plan environnemental) de générateurs diesel.

Secteur tertiaire



Comme dans certains cours de master RH en France où l'on explique parfois aux étudiants qu'à 20 ans ils doivent savoir ce qu'ils veulent faire, mais aussi tant qu'à faire savoir tout faire, être actif sinon pro-actif dans leurs réseaux, le tout en étant engagé et en présentant leur profil de manière professionnelle, et en jonglant avec audace dans la

jungle des canaux de recrutement. Avec BAC +5 bien évidemment, le tout pour œuvrer au final en précarité croissante dans un monde à la ChatGPT pour au final établir des fiches de paie ?

Ici, il s'agissait de quelques pancartes sur des arbres de la capitale, allant de la recherche d'un garagiste à celle d'un administrateur général d'une administration. L'Afrique, c'est aussi parfois cela.

Le secteur du tertiaire regroupe une très large partie de la population vivant dans le domaine des petits services informels et à forte précarité (service, transport, artisanat, tourisme, ... menés avec les moyens du bord), ou encore de manière plus formelle et centralisée dans les administrations centrales ou provinciales du pays.



Sur le plan des emplois, l'essentiel de la population est dédiée au secteur des petits services. Souvent se trouvent derrière de multiples compétences, mais guère valorisées sur le plan des rémunérations.

Cela représente la majorité de la population : environ 40-45% de la population active œuvre ainsi dans le tertiaire. Le tout avec de faibles niveaux de rémunérations le plus souvent. En moyenne, le salaire moyen au Cameroun est de 160 euros (2023), et le Smic est d'environ 60 euros mensuel.



Comme la plupart des autres nations africaines la nation repose sur un large secteur informel. Il est estimé qu'environ 75% de la population travaille dans ce secteur.

Les défis à relever sont pourtant majeurs et devraient donner lieu à de multiples gisements d'emplois davantage institutionnalisés, en commençant par la santé et l'éducation, mais aussi l'énergie et les infrastructures de transport, tout en essayant de conserver les talents sur le territoire, ce qui n'est généralement pas toujours aisé à réaliser.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,5	14,4	42,1
Valeur ajoutée (en % du PIB)	16,9	24,5	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	2,9	3,2	4,3

Source : données Banque Mondiale (2022)

Le secteur primaire emploie environ 45% de la population active et représente près de 20% du PIB de la nation. Le tertiaire quant à lui représente plus de 50% du PIB et emploie environ 45% de la population active.



Peu à peu une dynamique de développement se concrétise toutefois dans le pays. Ici, la route nationale 3 reliant la capitale politique Yaoundé à la capitale économique Douala.

En 2023, l'autoroute entre ces deux principales villes du pays est en construction, avec de premières portions réalisées.



Construction de l'autoroute reliant Yaoundé à Douala. L'entreprise notamment sélectionnée pour mener à bien ce projet est le groupe chinois *China First Highway Engineering Co (CFHEC)*.

Ou encore, sur un autre critère de santé publique, l'espérance de vie a considérablement été augmenté sur les quatre dernières décennies.

Analysons plus en détail cela : la dynamique de développement de la nation.

2-Un pays pauvre, en forte tension, mais en dynamique de développement.

La nation reste pauvre sur son plan économique, catégorisée au 150^e rang des 191 nations. L'IDHI gravite autour d'un index 0,55 avec par ailleurs une importante dispersion des richesses entre les individus (Gini index de 0,46). Quant au PIB/habitant, il est d'environ 1800 USD (2022). A titre comparatif, l'habitant monde se situe à 10.000 UDS/an (2022).

Le PIB de la nation reste très modeste avec 45 MM USD pour une population comptant environ 30 millions d'habitants et en fort accroissement (taux de fécondité de 4,5 enfants par femme). Le tout avec de considérables écarts de richesses entre habitant et entre les territoires, avec en son centre la capitale Yaoundé et Douala sur la côte qui témoignent de rapides développements .

Un dangereux fossé entre le développement des grandes villes et des provinces rurales déshéritées.



Province reculée

Capitale du pays (Yaoundé)

Comme dans de nombreux pays du continent, les zones rurales restent les parents pauvres de la nation.

Ces situations sont graves et ne datent pas d'aujourd'hui. Les différents plans d'ajustements structurels promus par le FMI et la Banque Mondiale depuis les années 1970 n'y sont pas étrangers. De même que la dévaluation de 50% du franc CFA en 1994 ... Une crise sans précédent s'en suivra.

Plan d'ajustement structurel : de quoi parle-t-on ?

Privatiser les secteurs, et ne pas avoir de dérapage de leurs dépenses budgétaires, ni d'endettement public, ni de déficit prononcé de leur balance commerciale : on nomme cela un plan d'ajustement structurel. Ils vont particulièrement sévir du début des années 1970 jusqu'à la décennie 1990 avec la redoutable crise notamment vécue par nombre de pays africains entre 1992 et 1994. Et le Cameroun ne vas pas échapper à cela.

Pour bénéficier de ces prêts, les pays emprunteurs doivent se soumettre à des principes de conditionnalités plus ou moins léonins, ou tout au moins victimes de profondes asymétries de pouvoirs. En décodé cela signifie :

- libéraliser l'économie et l'inscrire dans le commerce international ;
- conduire sur le plan budgétaire une politique d'austérité ;
- privatiser de larges pans de la fonction publique ;
- favoriser sur le territoire la venue des investisseurs étrangers (IDE).

Bien qu'assouplie depuis la présidence de D. Strauss Khan à la tête de FMI (2007-2011), cette médication est sans surprise d'obédience néo-libérale. Elle reste en bien des points discutables mais menez votre propre analyse. Là encore, sur le fonds si vous êtes perdu, un des meilleurs économistes en la matière est sans doute Joseph Stiglitz⁶. Paul Krugman aussi.

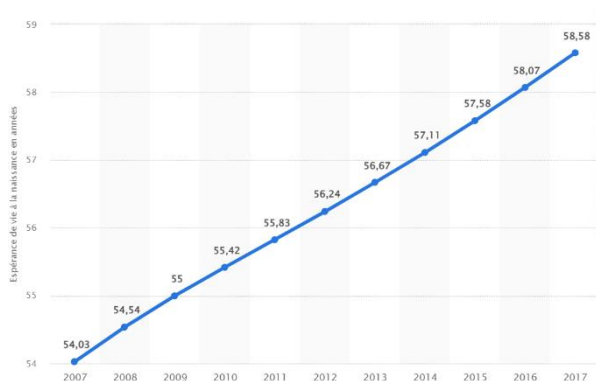
*Pour des développements complémentaires sur le contenu des plans d'ajustement structurel, le lecteur peut se reporter à l'annexe 6.

Des voies de progressions enregistrées

⁶ Stiglitz, J., « *Le prix de l'inégalité* », Les liens qui libèrent, 2001 ; Stiglitz, J., « *La grande fracture* », Les liens qui libèrent, 2015.

Comme nous l'avons vu, malgré ses fortes tensions et déséquilibres la nation est en développement. En matière de santé par exemple beaucoup de points restent critiques (l'espérance de vie est de 59 ans) mais s'inscrit dans une voie nette d'améliorations sur longue période.

Espérance de vie au Cameroun à la naissance.



Source : Statista (2019)

Insérer la photo de Fabienne dans le dispensaire

Photo : Descours F.

Dans les zones à fortes densités urbaine, la nation est frappée par de nombreuses maladies. Des gisements d'emplois sont là aussi présents. Les maladies puisent souvent leurs sources au niveau hydriques et du paludisme. Mais à titre préventif comme curatif, bien d'autres interventions nécessitent d'être conduites : en ophtalmologie, cardiologie, pneumologie, ...

Mais beaucoup reste à faire ... en commençant par l'enseignement.

L'objectif d'un développement durable passe en premier lieu par d'ambitieux programmes de formation de la population.



Université de Yaoundé

Université de Yaoundé ou le triple défi lié de l'enseignement supérieur : (i) attirer de manière stable des enseignants de haut niveau malgré de faibles rémunérations salariales, (ii) éviter la fuite des jeunes talents du pays et (iii) réduire les discriminations notamment générées. Très peu de filles accèdent par exemple au baccalauréat notamment dans les spécialités scientifiques. Encore bien du chemin à parcourir.

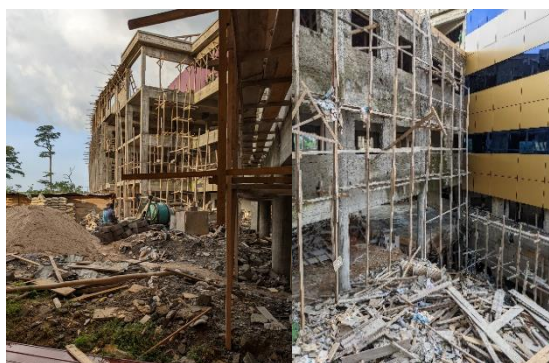
Un risque majeur est là : des étudiants à haut potentiel quittant le territoire au profit notamment de l'Europe ou de l'Amérique du nord (France, Canada, Angleterre, Etats-Unis, ...). Pourtant les besoins majeurs à couvrir se situent moins dans l'hémisphère nord que dans celui de l'hémisphère sud.

Les projets de montée en compétences sur le territoire sont aussi centraux face notamment à l'importance des chantiers industriels et d'aménagement du territoire à promouvoir. Universités et écoles d'ingénieurs doivent aussi figurer comme l'une des toutes premières priorités du pays.



L'une des écoles supérieures polytechniques du Cameroun. Ici l'ENSP de Yaoundé avec des salles de TP dans ses départements (ici en génie électrique et en génie mécanique-productive).

Puis, comme perdue au milieu de nulle part, la construction d'une autre école d'ingénieurs, ici avec un bâtiment de grande ampleur dans la commune d'Eyang : l'Institut St Jean.



Comme dans la plupart des nations du continent, l'urgence est dans le développement d'établissements scolaires notamment au niveau de l'enseignement supérieur orientés en management et en sciences et techniques. Face aux besoins à couvrir et à la vitalité démographique du pays (nous ne sommes ici point au Japon ou en Corée), des flux importants de jeunes générations doivent être formés dans les cursus primaire et secondaire, mais aussi pouvoir être accueillis dans l'enseignement supérieur. Le tout dans de bonnes conditions de formation, en visant un objectif d'équilibre sur le plan du genre, et avec des maillages importants avec le monde professionnel. Encore bien des points à développer.

Ce dernier point de la porosité entre les milieux académiques et professionnels est notamment central pour compléter les formations par des mises en pratique. Tous les secteurs d'activités doivent être concernés pour participer à cela : le secteur primaire avec le minier et l'agriculture, l'industrie avec le génie civil, les Télécom, l'eau,

l'énergie, la métallurgie, ... le tertiaire dans les organisations (hôpitaux et autres services publics, mais aussi le tertiaire privé qui a également son mot à dire).

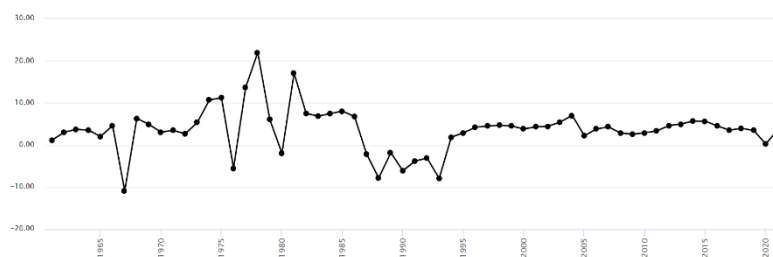
Ces propositions sont toutefois plus faciles à écrire qu'à réaliser : les contraintes budgétaires sont en effet élevées dans cette nation qui souffre de faibles dotations financières et qui dédie une partie substantielle de ses ressources à la défense et à la sécurité. La zone reste en effet géopolitiquement instable avec en pays limitrophes le Tchad, le Nigéria, la Centrafrique, le Congo, la RDC, ... la région ne peut se confondre avec le Danemark, la Suède ou la Suisse.

Plantation, industrie minière, agroécologie, ressources énergétique, eau, ... la nation détient toutes les ressources pour se développer dans la voie de la soutenabilité. Faiblement endettée par ailleurs sur le plan public, elle bénéficie de remarquables ressources agricoles mais aussi énergétiques et minières lui permettant d'envisager un développement au profit du plus grand nombre : réduire la désertification électrique du territoire, subvenir aux besoins essentiels de la population notamment sur le plan alimentaire et du logement, s'assurer d'un indice de développement humain minimal en matière d'éducation et de santé, développer des infrastructures minimales de transports et d'assainissement, ... mille chantiers à conduire sont présents.



Cela est en cours, et la nation tente tant bien que mal de s'engager sur cette voie. La croissance soutenue de son PIB en représente l'une des expressions bien qu'en dent de scie selon les périodes de référence, et guère équilibrée quant à la répartition du revenu national entre les individus. Selon la BAD et le FMI, une croissance d'environ 4% par an est enregistrée sur longue période. Bien des nations aimeraient pouvoir en témoigner de même...

Croissance annuelle du PIB du Cameroun

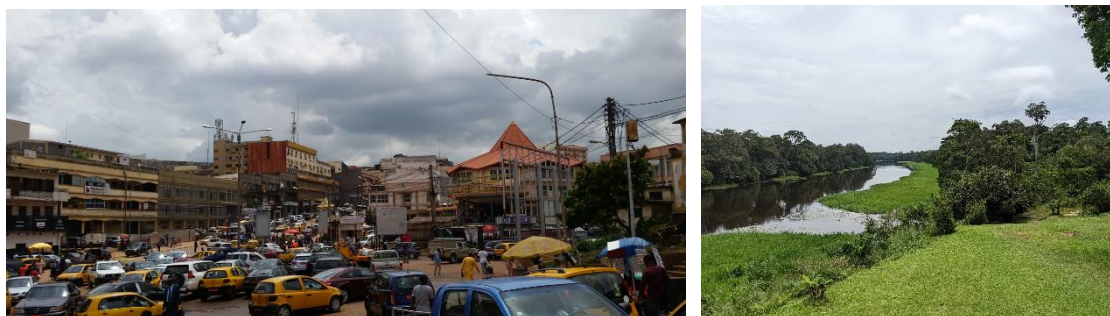


Source : Perspective monde, Données Banque mondiale, 2023.

Indicateurs de croissance	2020	2021	2022 (E)	2023 (E)	2024 (E)
PIB (milliards USD)	40,86	45,39	43,72	48,63	52,60
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	0,5	3,6	3,4	4,3	4,4
PIB par habitant (USD)	1.539	1.667	1.566	1.700	1.794
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	44,9	46,8	46,4	42,8	40,4
Taux d'inflation (%)	2,5	2,3	5,3	5,9	4,7

Source : FMI World Economic Outlook Database (2021)

Conclusion



Plongée dans une désorganisation plus ou moins fonctionnelle, pour la nation les défis à relever sont colossaux. Bénéficiant d'une nature d'exubérances et d'une grandeur à l'image du peuple africain, ils restent par ailleurs complexifiés par des inondations souvent redoutées aussi bien dans la capitale que dans les autres provinces du pays. Comme l'énonce parfois les locaux, « honorée de Dieu, la nation l'est aussi de ses caprices ».



Saison des pluies

Sur le plan externe, l'eldorado écologique du pays attire de nombreux investisseurs étrangers -européens et chinois en tête- qui cherchent notamment à bénéficier des précieux approvisionnements en matières premières. La fabrication d'une batterie électrique repose par exemple sur des métaux et terres rares dont dispose le pays. Sans surprise, ces ressources naturelles attirent nombre de convoitises, mais qui restent souvent peu transformées localement.

Le bois en offre tristement un autre exemple, avec des images de navires chargés de précieuses cargaisons de bois précieux quittant le port autonome de Douala.



Des centaines de camions seraient visibles chaque jour sur les routes selon les dires de locaux. Au grand dam de l'équilibre écologique du pays et d'injustices quant aux répartitions des fruits économiques. L'hémisphère nord en porte une lourde responsabilité en la matière. La valeur ajoutée réalisée sur ces matières nobles ne se réalise pas au bénéfice des camerounais mais ailleurs. Il en est de même dans la plupart des pays du continent, comme avec les mines riches en minerais multiples pour la réalisation des batteries électriques en RDC voisine. Cette dernière se fait elle aussi spolier l'essentiel de ses ressources.



Exploitation forestière au Cameroun destinée à l'exportation des grumes

Dans l'industrie, seulement quelques secteurs témoignent finalement d'une réelle maîtrise verticale des filières productives. Principalement le caoutchouc avec l'entreprise Funtumia, l'électricité (Enéo), le textile avec le géant CICAM, la cotonnière industrielle du pays, les cimenteries (le pays étant particulièrement riche en calcaire et opérant initialement sous la filialisation du groupe nigérian Dangote, mais aussi avec le géant européen Holcim avec l'entreprise Cimecam), l'industrie brassicole (sous la domination de la brasserie SABC du groupe Castel ; le Cameroun étant par ailleurs l'un des tout premier pays africain en termes de consommation de bière par habitant), la sidérurgie (avec Prométal, le leader du pays sur les ferreux) et l'aluminium avec le groupe d'Etat Alucam.

L'Etat camerounais, non sans pertinence, veille à être présent dans la plupart de ces secteurs stratégiques (eau, énergie, métallurgie, IAA, ...). Une privatisation de ces types de secteur serait sans doute une forte erreur de politique industrielle... mais ce n'est là qu'un avis subjectif.



Dans les années 1950, le groupe Alucam est née d'une coopération entre Pechiney et l'Etat camerounais. Suite à la mouvance financière du groupe français Pechiney (rachat par le canadien Alcan puis Rio Tinto), les activités ont été cédées en 2014 à l'Etat camerounais. Dorénavant le groupe d'Etat Alucam maîtrise sur ses sites de Douala et d'Edéa la production de l'aluminium primaire aux trois stades de l'électrolyse, du laminage et du laquage. La production du groupe est d'environ 100.000 t/an. C'est se trouve l'un des fleurons industriels du Cameroun.

En dehors de cela, le Cameroun reste le plus souvent un pays dépendant d'importations sur la plupart de ses biens industriels. Bien du chemin reste ainsi à parcourir, mais le pays en a les atouts, en a les moyens.



* * *

LEXIQUE D'ECONOMIE

(Source : construit sur la base de plusieurs sources dont *Alternatives Economiques Poche* n° 046 - novembre 2010), Pragma conseil « *Pramex* », Boissin, O. « *Economie contemporaine : une analyse économique et monétaire* », Campus Ouvert Ed., 2020, Boissin, O., « *Mondialisation économique* », Grenoble-INP, 2022, Eurostat, INSEE SECN, Wikipedia, Lexique Dalloz et le Lexique de la Direction Générale des Dépenses Publiques).

Balance commerciale : document retraçant les exportations et les importations de biens. Assez peu significatif, le solde commercial a le mérite d'être connu rapidement et assez précisément.

Banque mondiale : créée en 1945, la Banque Mondiale est une institution internationale membre de l'ONU dont la fonction principale est d'accorder des prêts aux pays notamment en développement. Elle est le premier prêteur d'argent public au monde. Elle publie d'instructifs rapports annuels par ailleurs sur l'état de développement dans le monde. Son siège est aux Etats-Unis (Washington).

Coefficient de Gini : pour savoir si une distribution, par exemple des revenus, est plus ou moins inégalitaire, on a recours à des indicateurs synthétiques dont le plus connu est celui de Gini. Il mesure, entre 0 et 1, l'écart entre la distribution observée et une distribution parfaitement égalitaire. L'inégalité augmente quand on va de 0 à 1.

Déficit public : excédent des dépenses sur les recettes publiques au cours d'une période donnée. Le déficit est généralement financé par des émissions d'obligations (bons du Trésor).

Empreinte écologique : mesure, en hectares globaux, la pression que nous exerçons sur les ressources naturelles, tant en matière de prélèvements sur celles-ci que d'émissions de déchets, et détermine si cette pression est soutenable à long terme.

FMI : Appartenant au groupe Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International est une institution internationale membre de l'ONU et regroupant la quasi-totalité des pays de la planète. Sa fonction est de favoriser une coopération financière entre les pays, de faciliter les échanges et de réduire les risques de crises monétaires et financières sur la planète. Son siège est aux Etats-Unis (Washington).

IDHI : L'IDHI est un Indicateur statistique de Développement Humain ajusté en termes d'Inégalité et reposant sur quatre critères :

-PIB/habitant

-Espérance de vie à la naissance

-Taux de scolarisation à partir de 17 ans.

-Inégalité au sein de la population (en matière de genre, de santé, de revenu et d'éducation).

Afin de caractériser le niveau de développement d'un pays, il permet d'avoir une analyse beaucoup plus complète comparativement à une seule analyse par PIB.

OMC : L'Organisation mondiale du commerce est une organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce international entre les pays. Au cœur de l'organisation se trouvent les accords de l'OMC, négociés et signés en avril 1994 à Marrakech par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs assemblées parlementaires. L'OMC a pour but principal de favoriser l'ouverture commerciale.

Parité de pouvoir d'achat (PPA) : mode de calcul du taux de change entre plusieurs monnaies consistant à mesurer le coût d'un panier de biens et de services identiques achetés par des monnaies différentes.

Produit intérieur brut (PIB) : indicateur de la valeur de la production réalisée dans un pays en une année. Son périmètre est la production vendue sur un marché ou réalisée avec du travail et du capital eux-mêmes vendus sur un marché. La production autoconsommée des ménages est donc, pour l'essentiel, écartée. Le

PIB est calculé comme la somme des productions réalisées par les divers agents, dont on retire les consommations intermédiaires, afin d'éviter de comptabiliser cela deux fois.

Taux de change : quantité d'une devise étrangère qui peut être acquise avec une unité de monnaie.

Taux de pauvreté : proportion de personnes ou de ménages pauvres dans la population. La pauvreté est définie en Europe comme le fait de vivre avec moins de 60% du revenu médian. Comme mentionné précédemment, le revenu médian est celui qui départage en deux parts égales la population du pays. En France, c'est environ 1600 euros mensuel.

Valeur ajoutée : c'est une différence entre la production vendue et les achats de biens et services consommés lors de la production (les consommations intermédiaires). Par exemple lorsqu'un boulanger fabrique un pain, il lui faudra retirer l'ensemble des éléments extérieurs achetés afin de réaliser le pain (la farine qu'il aura acheté au meunier, l'eau, l'électricité, ...). La valeur ajoutée est une notion très importante en économie car elle permet notamment de calculer le PIB d'un pays. La somme des valeurs ajoutées représente environ le PIB national. Cela, c'est de la comptabilité nationale. Sur le plan de la comptabilité privée, l'indicateur le plus souvent retenu est celui de l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation). C'est comme la valeur ajoutée, mais on lui retranche ensuite le versement des salaires et les impôts sur la production.

* * *

Pistes de lecture

- Amal, Amadou D. « *Les impatientes* », Ed. J'ai lu, 2020.
- Baily, P., « *Du développement au développement durable* », Ed Campus Ouvert, 2016.
- Balandier, G., « *Afrique ambiguë* », Plon, 1957.
- Beyala, C., « *La Petite Fille du réverbère* » Albin Michel, 1998.
- Bloomfield Investment Corporation, 26 juin 2020, <https://bloomfield-investment.com/>
- Boissin, O., « *Economie mondialisée* » (vol 1), Grenoble-INP, 2022.
- Brunel, S., « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* », Éditions sciences humaines, octobre 2014.
- Buchalet, JL., Prat, C., « *Le futur de l'Europe se joue en Afrique* », Ed. Eyrolles, 2019.
- COFACE, « *Les études économiques Coface, un condensé de notre expertise économique* », Coface for trade, <https://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays>
- Diop, D., « *Frère d'âme* », Points, 2018.
- Efoui, K., « *Solo d'un revenant* », Seuil, 2008.
- Foucher, M., « *Frontières d'Afrique. Pour en finir avec un mythe* », CNRS Ed, 2014,
- Hugeux, V., « *L'Afrique en face : dix clichés à l'épreuve des faits* », Armand Colin, 2010.
- Jacquemot, P., « *L'industrialisation en Afrique en question : des désillusions à un nouveau volontarisme* », Afrique contemporaine, n°266, 2018.
- Laurent, E. « *Sortir de la croissance* », Ed Les liens qui libèrent, 2019.
- Masson-Delmotte, V., « *Climat : le vrai et le faux*, Le Pommier, Paris, 2011.
- Michel, S., Beuret, M., « *La Chinafrique* », Grasset, 2008.
- Hugon, P., « *L'économie de l'Afrique* », La Découverte, 2013.
- Normand, N., « *Le grand livre de l'Afrique* », Ed. Eyrolles, 2018.
- OECD/UNDP « *African Economic Outlook : Entrepreneurship and industrialisation* » OECD Publishing, 2017.
- OECD « *Production Transformation Policy Reviews : Actions to Succeed in a Changing World* », OECD Publishing, 2017.
- Perroux, F., « *Pour une philosophie du nouveau développement* », Aubier, 1981.
- Perspectives économiques en Afrique2020, BAFD, OCDE,
- PNUD « *Rapport sur le développement humain* », PNUD, 2020
- Rapport de la Commission sur les mesures des performances économiques et du progrès social (vie-publique.fr).
- Sarr, F., « *Traces : discours aux nations africaines* », Actes Sud, 2021.
- Sédar Senghor, L., « *Liberté (1-5)* », Seuil, (1964-1992).
- Stiglitz, J., « *La grande fracture* », Les liens qui libèrent, 2015.
- Stiglitz, J., « *Rapport de la Commission Stiglitz* », disponible sur le site de la Documentation française :

Transparency International, « *Indice de perception de la corruption 2020* », https://transparency-france.org/wp-content/uploads/2021/01/CPI2020_Report_FR-WEB.pdf

WWF, « *Rapport Planète Vivante* », 2020.

Source statistique

Comprendre le développement des nations passe par une connaissance des données statistiques. De par l'obsolescence rapide des données et sa volumétrie, je vous renvoie dans ce manuel à cette sélection de premiers liens :

Pour le niveau européen : Eurostat (<http://ec.europa.eu/eurostat/>)

<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/structural-business-statistics/overview>

Pour l'internationale, <http://www.scribd.com/doc/222646575/World-Development-Indicators> pour l'état des lieux (rapport de la Banque mondiale. Vous trouverez dans ce rapport un panorama dvpé sur les questions des *indicateurs de dpt dans le monde*. Ainsi que le rapport *Données financières de la Banque Mondiale*

Doing Business, <http://francais.doingbusiness.org/data>

De même, les études OCDE, IFM, ainsi que les statistiques des principaux instituts nationaux de type.

<http://www.statistiques-mondiales.com/> (notamment pour les données chômage, inflation, démographie)

Site du Fmi : www.imf.org

Site du groupe Banque Mondiale : www.worldbank.org

Site de l'OMC : www.wto.org

<http://www.scribd.com/doc/222646575/World-Development-Indicators-2014>

http://www.economicsonline.co.uk/Competitive_markets/

<http://www.investopedia.com/university/economics/>

http://www.oecd.org/document/4/0,3343,fr_2649_34109_20347588_1_1_1_37443,00.html

Destatis (institut de stat All) <https://www.destatis.de/DE/Startseite.html>

NBS china (national bureau of stat et les year Books - statistics) <http://www.stats.gov.cn/enGLISH/>

Fedstats (E.U) <http://fedstats.sites.usa.gov/>

https://www.theglobaleconomy.com/texts_new.php?page=aboutus (site Global Economy)

* * *

A titre de rapport d'étonnement, ce texte est un carnet de voyage visant une introduction à la connaissance du Cameroun ; ici plus précisément sur le plan de ses activités économiques.

Il est issu d'un manuel pédagogique nommé « *Développement économique : de quoi parle-t-on ?* » traitant de la question du développement des nations, notamment africaines



O. Boissin
Enseignant-chercheur / Grenoble – INP

